

Arrêtez les massacres dans l'est du Congo et traduisez les coupables en justice, exhortent les députés

Séance plénière [23-06-2016 - 12:15]

Les députés invitent toutes les parties se battant dans le nord-est du Congo à mettre "fin à la violence, déposer les armes, libérer tous les enfants de leurs rangs et à promouvoir le dialogue" vers une solution pacifique, dans une résolution votée jeudi, après un débat mercredi. "Il ne peut y avoir d'impunité pour les coupables", ajoutent-ils.

Préoccupés par "l'escalade de la violence et l'alarmante situation humanitaire se détériorant" en République démocratique du Congo (RDC), où "des dizaines de groupes armés restent actifs, recrutant et utilisant des enfants, avec de nombreux massacres rapportés", les députés appellent toutes les parties au conflit à y mettre fin. Ils dénoncent également "l'indifférence de la communauté internationale et le silence des médias", dans une résolution adoptée à main levée.

"L'impunité doit être combattue" et "les auteurs traduits en justice", ont exhorté les députés européens dans le débat en plénière. La communauté internationale devrait lancer "de toute urgence une enquête approfondie, indépendante et transparente sur les massacres" et organiser "une réunion d'urgence de l'équipe des envoyés et représentants internationaux pour la région des Grands Lacs d'Afrique sur les élections en RDC" pour progresser dans ce sens, ajoutent-ils.

Les députés pressent également l'Union européenne de "traduire l'accord européen récemment obtenu concernant les contrôles obligatoires de diligence raisonnable des fournisseurs de minerais du conflit en une législation ambitieuse à adopter rapidement" et d'assurer "la cohérence entre ses politiques, y compris le commerce des armes et celui des matières premières".

Lors de la [31e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#) des 13-15 juin, les députés européens et leurs homologues des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont approuvé à l'unanimité une résolution qui condamne tous les actes de violence politique et appelle à un "déroutement réussi et en temps opportun des élections, qui seront cruciales pour la stabilité et le développement à long terme du pays et de la région entière".

Dans les deux textes, les députés ont souligné que le Président Kabila, au pouvoir depuis 2001, est tenu de démissionner le 20 décembre 2016 étant donné que le mandat du Président de la RDC est limité à deux mandats en vertu de la Constitution congolaise. En n'ayant pas encore déclaré qu'il le ferait, le Président Kabila contribue à exacerber les tensions politiques dans le pays.

En savoir plus

- Le texte adopté (2016/2770(RSP)) sera prochainement disponible ici (cliquer sur 23.06.2016): <http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/texts-adopted.html>
- Enregistrement vidéo du débat (cliquer sur 22.06.2016): <http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/plenary/search-by-date>
- EbS+ (22.06.2016) : <http://ec.europa.eu/avservices/ebs/schedule.cfm?sitelang=en&page=3&institution=0&date=06/22/2016>
- Fiche de procédure: <http://www.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=fr&reference=2016/2770%28RSP%29>

Communiqué de presse

- Matériel audiovisuel pour les professionnels
: <http://audiovisual.europarl.europa.eu/default.aspx>
- Résolution du 15 juin sur la "situation pré-électorale et sécuritaire en République démocratique du Congo": http://www.europarl.europa.eu/intcoop/acp/2016_namibia/pdf/1098719fr.pdf
- Résolution du Parlement sur la République démocratique du Congo (10.03.2016):
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-%2f%2fEP%2f%2fNONSGML%2bTA%2bP8-TA-2016-0085%2b0%2bDOC%2bPDF%2bV0%2f%2fFR>

Contact

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578

STR: (+33) 3 881 72649

PORT: (+32) 473 55 74 66

EMAIL: foreign-press@europarl.europa.eu

TWITTER: EP_ForeignAff

EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu